



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 182 – 4 DECEMBRE 2019

DECEMBRE 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LES PREMIERS
ACCORDS
EUROPEENS
POUR UNE
COALITION DE
FORCES
SPECIALES AU
SAHEL SE
CONCRETISENT

GUINEE
EQUATORIALE :
ORGANISATION DU
FORUM DES PAYS
EXPORTATEURS DE
GAZ

OUGANDA :
PUBLICATION PAR
LE GOUVERNEMENT
DES ENTREPRISES
FRAUDEUSES DANS
LA PRESSE

GAMBIE :
PROJETS DE
SOUTIEN AU
SECTEUR
AGRICOLE

MAURITANIE :
CREATION D'UN FONDS
DE 527 M USD DEDIE
A LA LUTTE CONTRE LA
PAUVRETE ET LA
PRECARITE

SIERRA LEONE :
UNE INFLATION
DE 15,85% EN
G.A. A FIN
OCTOBRE 2019

TANZANIE :
INVESTISSEMENT
RECORD POUR UN
PROJET D'USINE DE
FERTILISANTS

COTE D'IVOIRE :
INVESTISSEMENT DE
4,6 Mds FCFA
PAR CARGILL DANS
LA PRODUCTION
DURABLE DE CACAO

SENEGAL : UN
PROGRAMME DE 4,4
MILLIONS DE LAMPES A
ECONOMIE D'ENERGIE
ANNONCE



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE DU MAEDI

ACTUALITE REGIONALE

▼ Les premiers accords européens pour une coalition de forces spéciales au Sahel se concrétisent

L'Estonie, la République tchèque et la Belgique confirment leur participation à la force « Takuba » voulue par la France au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Celle-ci sera basée à Gao (Mali). Pour rappel, l'opération française Barkhane mobilise 4 500 militaires depuis août 2014 dans la bande sahélo-saharienne en soutien aux armées nationales qui combattent des djihadistes affiliés au groupe Etat islamique (EI) ou à Al-Qaïda. Treize militaires français de la force Barkhane ont péri lundi soir au Mali dans la collision de deux hélicoptères lors d'une opération de combat.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Possible entrée en bourse de la branche Afrique/Moyen-Orient du groupe Orange

Selon des informations rapportées par l'agence Bloomberg, la direction du groupe de télécommunications réfléchit à l'introduction en bourse de sa branche Afrique/Moyen-Orient (18 filiales au total, dont celle de la Côte d'Ivoire et le Sénégal). Evaluée à 13 Mds EUR par Bloomberg Intelligence, la société est un des leviers de croissance du groupe Orange, porté par l'expansion des services financiers d'Orange Money sur le continent, qui ont représenté 340 M EUR de chiffre d'affaires en 2018. La branche Afrique/Moyen-Orient a enregistré un chiffre d'affaires global de 5,1 Mds EUR, généré par environ 123 millions d'abonnés qui représentent près de 45% du parc d'abonnés total du groupe.

✉ pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Bénin : la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin, bientôt opérationnel

Le Conseil des ministres du 13 novembre a approuvé les statuts de la Caisse des Dépôts et Consignations, nommé ses membres et l'a dotée d'un fond initial de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR). Cet établissement public aura pour principales missions de conserver et gérer les dépôts et valeurs appartenant aux structures qui y sont tenues ou qui en font la demande ; les consignations administratives et judiciaires ; ainsi que les cautionnements.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : le rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat adopté

Le rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat au 30 septembre 2019 a été adopté lors du Conseil des ministres du 27 novembre 2019. Pour une prévision annuelle dans la loi de finances initiale de 1 954,6 Mds FCFA (3 Mds EUR), le niveau global de mobilisation des ressources de l'Etat s'est chiffré à 1 315,3 Mds CFA, soit un taux de réalisation de 67,3%. Sur une prévision ajustée, base crédits de paiement de 2 304,3 Mds CFA, les dépenses exécutées s'élèvent à 1 612,1 Mds CFA, soit à un taux de réalisation de 70%. L'épargne budgétaire et le solde global étaient respectivement excédentaire de 39,3 Mds FCFA et déficitaire de 296,8 Mds FCFA.

✉ Valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : reprise de contrôle du gouvernement sur la banque BHCI

En 2017, le gouvernement ivoirien avait officiellement marqué son accord pour la cession de la participation de 51,6% détenu par l'Etat dans le capital de la Banque de l'habitat de Côte d'Ivoire (BHCI) à la société de droit canadien, Westbridge Mortgage Reit. Westbridge s'était engagé à mettre la banque en conformité avec le dispositif Bâle II & III entrée en vigueur depuis le 1er janvier 2018 dans la zone UEMOA. Le ministre ivoirien de l'Economie et des Finances a officiellement annulé cette opération le 13 novembre, en justifiant cette décision par l'impossibilité pour le repreneur de répondre aux injonctions de la Commission Bancaire qui a constaté plusieurs dysfonctionnements dans la trésorerie de la BHCI.

✉ Saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : examen de la politique d'investissement par la CNUCED

Le ministère ivoirien en charge de la Promotion de l'investissement privé a organisé le 25 novembre dernier un atelier national de présentation du document d'examen de la politique d'investissement, élaboré par la CNUCED dans le cadre d'une assistance technique. L'examen a identifié les obstacles d'ordre réglementaire (foncier, fiscalité, propriété intellectuelle et gouvernance) qui nuisent à l'attractivité du pays. Il s'est également focalisé sur les piliers de compétitivité (infrastructures et capital humain notamment). Plusieurs recommandations stratégiques et opérationnelles ont été formulées dans le rapport.

✉ Saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : lancement du système général de diffusion de données améliorées (SGDD-a)

Ce lancement, qui a eu lieu le 26 novembre 2019, fait suite à une mission d'Assistance Technique du Département des Statistiques du FMI et de la Banque Africaine de Développement. L'objectif principal est de contribuer à la diffusion des données macroéconomiques et financières nationales produites par la Guinée à des périodicités régulières. A ce stade, sont couvertes 15 catégories de données macroéconomiques et financières qui sont produites et fournies par le ministère de l'Economie et des finances, le ministère du Budget, le ministère du Plan et du développement économique et la Banque centrale de Guinée.

✉ Lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée-Bissau : tenue du 1er tour de l'élection présidentielle

A l'issue de ce scrutin organisé le 24 novembre dernier, le candidat du parti historique et dominant PAIGC, Domingos Simoes Pereira (56 ans, chef du gouvernement en 2014 puis en 2015), est arrivé en tête avec un score de 40,1%. Il est suivi par un autre ancien premier ministre (2016-2018), Umaro Sissoco Embaló (47 ans) qui a été crédité de 27,7 % des suffrages. A noter que le Président sortant José Mário Vaz (élu en 2014) est arrivé en 4ème position avec 12,4% des voix, juste derrière l'ancien Premier ministre Nuno Gomes Nabian (13,2%). Ces résultats ont été communiqués le 27 novembre 2019 par la commission électorale qui a par ailleurs indiqué un taux de participation de 74%. Le second tour est prévu le 29 décembre.

✉ Saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : création d'un fonds de 527 M USD dédié à la lutte contre la pauvreté et la précarité

Le Président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a annoncé le 28 novembre la création d'une délégation chargée d'exécuter des programmes de lutte contre la pauvreté et la précarité, dotée d'un budget de 20 Mds MRU (527 M USD). Cette délégation devra être mise en oeuvre dans les cinq prochaines années et un conseil présidentiel sera créé pour assurer un suivi régulier des politiques et programmes sociaux dans le pays.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : mauvaise campagne agro-sylvo-pastorale dans le sud**

Plus d'un million de personnes pourraient être affectées par l'insécurité alimentaire dans les prochains mois, soit 28% de la population de la région de Maradi (deuxième plus grande ville du pays). Cette situation résulte de plusieurs facteurs : une saison des pluies marquée par des inondations qui ont détruit plusieurs hectares de cultures ; des précipitations tardives qui ont entraîné des dégâts dans la chaîne de production ; et la destruction des cultures par des insectes dans plusieurs villages.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Sénégal : la hausse du prix de l'électricité justifiée par un manque à gagner de plus de 12 Mds FCFA**

Le directeur général de la Société nationale d'électricité (SENELEC) a confirmé, le 26 novembre, l'entrée en vigueur de la hausse du prix de l'électricité à compter du 1er décembre 2019. 611 203 familles à faibles revenus, qui constituent 54 % de la clientèle domestique, ne seront pas impactées. Ce réajustement tarifaire n'entraînerait pas d'augmentation du revenu de la SENELEC. Selon le directeur, Pape Demba Biteye, la SENELEC a enregistré un manque à gagner de près de 19 M EUR depuis le début du dernier trimestre 2019. Pendant ces 3 dernières années, le gouvernement sénégalais aurait supporté 316,3 Mds de FCFA (482 M EUR) afin d'éviter une augmentation des tarifs pour le consommateur.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : une inflation de 15,85% en g.a. à fin octobre 2019**

Selon l'institut national de statistique, l'inflation a légèrement accéléré au mois d'octobre 2019 pour se situer à 15,85% en glissement annuel (g.a.), contre un taux de 15,16% en septembre dernier. Cette évolution a été soutenue par les principaux postes ci-après : alimentation et boissons non-alcoolisées (+0,8 point de pourcentage –pp-par rapport à fin octobre 2018), boissons alcoolisées (+3,25 pp), logement, eau et électricité (+2,8 pp). A noter que le FMI table sur un taux de 15,7% (en moyenne annuelle) à fin décembre 2019.

✉ Saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Madagascar : Adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi de finances initiale 2020.

Conformément au Plan Emergence de Madagascar (PEM), ce projet de loi a pour priorité les infrastructures routières, l'habitat, l'électricité, l'eau et la sécurité. Le gouvernement prévoit une croissance du PIB de 5,5 % en 2020, après 4,8 % en 2019 selon le FMI. Le taux d'inflation augmenterait en 2020 à 7,2 % (+0,5 point) tandis que le taux de prélèvements obligatoires s'élèverait à 11,5 % du PIB contre 12,3 % estimés par le FMI lors de sa 6^{ème} revue du programme FEC. Le Sénat dispose de 15 jours pour adopter le texte avant contrôle de constitutionnalité.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Loi sur le « démantèlement de l'ancien régime »

Les autorités soudanaises ont promulgué jeudi dernier, après plus de 14 heures de délibération, une loi autorisant le gouvernement à dissoudre le Parti du Congrès National (PCN), ancien parti au pouvoir, ainsi que toutes ses organisations satellites. Cette loi permet de confisquer les biens du parti et interdit aux responsables du parti toute activité politique pour les dix prochaines années. De plus, elle met fin au contrat de toute personne travaillant dans les institutions gouvernementales et ayant été mis en place par le Front National Islamique. Cette loi a été approuvée par les deux Conseils des ministres et de Souveraineté, en l'absence d'un parlement. Une commission, regroupant 12 personnes émanant de différents ministères régaliens et dont 5 sont nommés directement par le Premier ministre, sera chargée de l'application de cette loi.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : le pays se dote d'une stratégie de mise en œuvre des accords de partenariat économique

Le document stratégique de mise en œuvre des accords de partenariat économique entre l'union européenne et le Cameroun a pour objectif de tirer profit des opportunités offertes par l'APE en levant les contraintes majeures à l'atteinte des objectifs visés par cet accord commercial. La stratégie nationale préconise de diversifier les exportations du Cameroun vers l'UE, en veillant à la qualité et à la quantité des produits locaux. Elle préconise également d'améliorer la compétitivité des entreprises en réduisant les coûts des facteurs, grâce à un meilleur environnement des affaires et par le renforcement des capacités des opérateurs économiques.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Ethiopie : Soutien financier de 352,5 MEUR du gouvernement allemand pour la mise en œuvre de la stratégie « Homegrown Economic Reform ».**

Le 2 décembre 2019, le ministre allemand de la Coopération économique et le ministre éthiopien des Finances ont signé une lettre d'intention concernant l'octroi de 352,5 MEUR à l'Éthiopie afin de soutenir les réformes économiques en cours. Ce montant, qui sera décaissé dans les prochains mois, vise plus particulièrement à (i) contribuer, à hauteur de 110 MEUR, au programme d'appui au développement (DPO) 2018-2021 initié par la Banque mondiale (qui se concentre notamment sur l'amélioration du climat des affaires : fiscalité, investissement), (ii) coopérer dans la formation professionnelle et le développement du secteur privé, (iii) soutenir le renforcement des chaînes de valeur agricoles.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Conclusions de la mission du FMI de novembre.**

La précédente mission de décembre 2018 n'avait pu aboutir à la conclusion d'un programme, notamment à cause de la loi d'encadrement des taux d'intérêts. Cette mission relance les discussions sur l'adoption d'un SBA pour une prochaine mission début 2020. Le Fonds encourage le gouvernement kenyan à poursuivre l'objectif de réduction du déficit en adoptant une consolidation budgétaire favorable à la croissance. Concernant les prévisions macroéconomiques, la croissance de 5,6 % au S1 2019 devrait s'accélérer au S2 et en 2020. L'inflation s'établit à 5,0 % en octobre 2019 (g.a), dans la fourchette du mandat de la CBK. Le crédit au secteur privé progresse de 6,6 % en octobre 2019 (g.a), devrait accélérer suite à la levée en novembre 2019 de la loi sur l'encadrement des taux d'intérêt et la mise en œuvre de financements innovants pour les PME.

✉ Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Prêt de TDB d'un 1 Md USD à la Tanzanie pour des projets d'infrastructures.**

Le ministre des Finances et de la Planification tanzanienne, Dr Philippe Mpango, a déclaré que la Banque de commerce et de développement (TDB) a accordé un prêt à taux réduit de 1 Md USD au pays et est en train de finaliser les procédures pour le déblocage de 300 MUSD supplémentaires pour la mise en œuvre de divers projets de développement. Ce financement s'inscrit dans la stratégie du pays de tirer parti de son long littoral et de moderniser ses chemins de fer et ses routes pour augmenter ses échanges commerciaux avec les pays de la région. Au total, la Tanzanie souhaite dépenser 14,2 Mds USD sur les cinq prochaines années pour la construction d'un réseau de chemin de fer à voie normale (SGR) de 2 561 km reliant le principal port, Dar es Salaam avec l'Ouganda, le Burundi, le Rwanda et le Congo.

✉ Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Investissement record pour un projet d'usine de fertilisants.**

Le gouvernement tanzanien a annoncé que le projet d'installation d'une usine de fertilisant, évaluée à 1,9 Mds USD à Masoko, dans la région de Lindi près de Mbeya (sud-ouest) entre dans une phase cruciale. Enregistrée sous le nom de *Tanzania Mbolea Petrochemicals Company* (TAMCO), la société en charge du projet est une joint-venture entre la compagnie pétrolière nationale (TPDC), la société *Haldor Topsoe* (Danemark), la société *Fauji* (Pakistan) et l'entreprise *Ferrostaal* (Allemagne). La construction de l'usine devrait commencer en 2021 et durer trois ans. L'usine doit employer plus 500 personnes et fournir 1,3 million de tonnes de produits finis par an. 70 % de la production de l'usine est destinée à l'export. Pour rappel, la Tanzanie importe actuellement 420 000 tonnes de produits fertilisants par an.

✉ Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : 270 M USD de la banque allemande KFW-IPEX pour financer la phase II de la route des pêches**

Le ministre béninois des Finances et de l'économie et une délégation de la banque KFW-IPEX, en présence du ministre allemand de l'Economie, ont signé le 19 novembre un accord pour le financement de la phase II de la route des pêches au Bénin, qui prévoit l'aménagement d'une voie linéaire de 53,75 km de longueur avec 3 bretelles en 2x2 voies, 9 ponts et passages supérieurs à hauteur de Cococodji, de postes de péage et autres aménagements. Dans ce cadre, le Bénin bénéficiera d'un financement de 270 M USD de la banque allemande KFW-IPEX. Le protocole d'entente a été signé à Berlin, en marge de l'édition 2019 du Sommet du G20 « Compact with Africa » organisée les 19 et 20 novembre 2019.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : accord sur les réformes envisagées dans le cadre du 2ème MCC**

Le Gouvernement burkinabè et les experts du compact du Millennium Challenge Corporation (MCC) américain sont parvenus, le 21 novembre 2019, à un accord sur les réformes envisagées dans le cadre d'un programme « Compact » de la MCC au bénéfice du Burkina Faso. Le gouvernement burkinabé s'est engagé à approuver, au plus tard le 14 février 2020, la Feuille de route du domaine de l'électricité (2020-2035). La cérémonie officielle de signature de l'Aide-mémoire aura lieu au début décembre 2019 au cours d'une mission de haut niveau du MCC conduite par Madame Kieh Kim, Vice-présidente adjointe principale chargée des opérations de « Compact ».

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : projets de soutien au secteur agricole

Répondant aux agriculteurs de la région de l'Upper River, le Président gambien Adama Barrow a promis aux agriculteurs de ne pas acheter d'arachide à crédit cette année, contrairement à l'année dernière, et a assuré un bon prix. Les agriculteurs recevront des engrais sous forme de subventions à partir d'avril. Plusieurs projets soutenus par les partenaires internationaux devraient démarrer : un projet de développement du riz, un dans l'alimentation animale, des centres d'enseignement agricole et un projet visant à fournir des installations de stockage. Parallèlement, un programme de 7,7 M USD pour la transformation des chaînes de valeur du riz agricole a été lancé, financé sur cinq ans par la BAfD et le gouvernement gambien.

✉ Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : 40 Mds FCFA de la BAfD au PAMER-1

Le ministre de l'Economie, du plan et de la coopération et la directrice générale adjointe de la Banque africaine de développement (BAfD) pour l'Afrique de l'Ouest, Marie-Laure Akin-Olugbade, ont procédé, le 25 novembre à Abidjan en Côte d'Ivoire, à la signature d'un accord d'appui budgétaire de 62,3 M EUR, destiné au programme d'appui à la mobilisation des ressources et à l'efficacité des réformes stratégiques de la phase 1 du Plan Sénégal émergent (PAMER-1). Le programme vise à améliorer l'administration de l'impôt mesuré par le score Doing Business, le faisant passer de 48,08 points en 2018 à 50 points en 2022, et à élargir la pression fiscale de 15,3% du PIB en 2018 à 20% en 2023.

✉ Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : un programme de 4,4 millions de lampes à économie d'énergie annoncé

Selon son directeur, l'Agence pour l'économie et la maîtrise de l'énergie (AEME) travaille sur plusieurs programmes pour réduire la consommation énergétique, à travers le remplacement des lampes à incandescence par 4,4 millions de lampes à économie d'énergie destinées aux ménages, aux administrations et aux petits professionnels. Cette initiative, qui entre dans la continuité des actions déjà entreprises, viserait des économies annuelles d'énergie d'au moins de 88,1 MW de puissance de pointe et de 184,4 GWh d'énergie, correspondant aux besoins énergétiques de près de 140 000 ménages.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : 10 Mds FCFA pour un projet d'électrification rurale

Le projet d'électrification rurale et d'accès à l'énergie au Cameroun (Perace) a bénéficié d'une subvention de 16 M EUR (environ 10 Mds FCFA) de l'UE. Ce financement permettra l'extension des réseaux vers 600 nouvelles localités, l'installation des centrales photovoltaïques et la réalisation des réseaux moyennes et basses tensions. Le projet sera mis en œuvre dans six régions au Cameroun à savoir l'extrême nord, l'Adamaoua, l'Est, le sud-ouest et le Nord-Ouest.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : CAN 2021- Le contrat de construction du stade d'Olembé retiré à la société italienne Piccini**

Cette décision, selon la communication du gouvernement camerounais, s'appuie notamment sur l'incapacité de l'entreprise italienne à livrer les chantiers dans les délais prévus par le contrat, couplé à l'arrêt non autorisé des travaux et l'abandon des chantiers constaté par un huissier. Il leur est également reproché la violation des dispositions réglementaires et contractuelles (accumulation des arriérés de salaire, la sous-traitance avérée des prestations contractuelles sans autorisation du maître d'ouvrage). Le ministre camerounais des sports annonce par ailleurs la reprise du chantier par une entreprise internationale d'expérience avérée dans la construction d'infrastructures sportives la société canadienne Magil.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Ethiopie : Lancement de l'appel d'offres pour la privatisation de six sucreries en 2020.

Dans le cadre du processus de privatisation de treize sucreries, le gouvernement éthiopien a annoncé son intention de lancer l'appel d'offres de la première phase (six sucreries) au premier trimestre 2020. Alors que l'ex-gestionnaire public METEC, qui fait l'objet d'une enquête pour détournement de fonds, avait capté plus de 90 % des financements (3,5 Mds USD) liés à la construction de dix sucreries, aucun des projets n'a été finalisé. De ce fait, un appel à manifestation d'intérêt pour la reprise des sucreries par des opérateurs privés a été lancé en avril 2019. *Ethio-Sugar Manufacturing Industry* (Éthiopie), *Dangote* (Nigeria) et *Coca-Cola* (États-Unis) ont notamment exprimé leur intérêt. Une nouvelle loi visant à réguler le secteur sucrier est en cours d'élaboration.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le Salon internationale de l'agriculture et des ressources animales (SARA) organisé du 22 novembre au 1er décembre à Abidjan

Organisé tous les deux ans, le SARA est le plus grand salon professionnel et grand public agricole d'Afrique de l'Ouest francophone. La France, désignée comme pays à l'honneur de cette 5^{ème} édition, était fortement mobilisée à travers : 63 exposants, plusieurs partenaires institutionnels, 5 régions, 30 entreprises et acteurs économiques en mission de prospection et plus de 200 décideurs, experts et institutionnels français. Le ministre français de l'Agriculture et de l'alimentation, Didier Guillaume, s'est également déplacé à Abidjan à cette occasion.

✉ Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : investissement de 4,6 Mds FCFA par Cargill dans la production durable de cacao

La société américaine d'agroalimentaire Cargill a annoncé un investissement d'un montant de 4,6 Mds FCFA (7 M EUR) sur les trois prochaines années. Selon la société, ce montant est destiné à la mise en oeuvre d'une production durable de cacao. Cargill est engagé avec les associations CARE et Save the Children notamment sur le plan de l'inclusion financière des femmes dans la production de cacao et de la réduction des risques du travail infantile dans le secteur. Une collaboration avec Empow'her est envisagée pour renforcer l'appui des coopératives aux femmes. Cargill investit également 59 Mds FCFA (90 M EUR) pour étendre la capacité son site de transformation de cacao à Yopougon de 50%.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ **Soudan : Fin des activités de la Compagnie Soudanaise des ressources minières.**

Le ministre de l'Energie et des Mines, M. Adil Ali Ibrahim, a mis fin aux activités de la Compagnie Soudanaise des ressources minières, qui régulait, attribuait et contrôlait les concessions minières. Les activités de cet organisme ont été transférées à la Compagnie en charge de la recherche géologique. Par ailleurs, après le ministre des Finances, le ministre de l'Energie et des Mines, s'est également prononcé en faveur de la levée du monopole d'achat et d'exportation d'or de la Banque Centrale. Selon lui, cet achat doit se faire au travers d'une bourse, qui déterminerait le prix de l'once en fonction des cours internationaux. Pour rappel, dans l'attente de nouvelles procédures d'exportation, les exportations officielles d'or qui représentent environ 20 % de la production totale, sont toujours bloquées.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert : l'Etat du Cap-Vert vend ses parts dans le distributeur de produits pétroliers Enacol (2,1%)**

Le gouvernement cap-verdien a présenté le 20 novembre une offre publique de vente de sa participation de 2,1% dans le distributeur de carburant Enacol, détenu à 48,3% par la compagnie pétrolière portugaise Galp et à 38,7% par l'angolaise Sonangol. En 2018, Enacol représentait 52,5% du marché cap-verdien de distribution de produits pétroliers. L'Etat du Cap-Vert s'attend à recevoir 83 M CVE (760 000 EUR) de la vente de sa participation. Les « droits privilégiés » associés à cette participation, qui conféraient à l'Etat un droit de veto aux résolutions relatives aux modifications des statuts de la société, ne seront pas transférés aux acheteurs.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : présentation d'une pompe hydraulique Vergnet Hydro au ministre de l'Hydraulique**

Le 22 novembre 2019, le ministre de l'Hydraulique a pris part à une cérémonie de présentation d'un démonstrateur dans le village de Koffikokorekro. Conçu et construit par l'entreprise française Vergnet Hydro, ce démonstrateur est composé d'une pompe à motricité humaine traditionnelle couplée d'une pompe solaire et d'un réservoir. Le recours au solaire dans cette installation vise à réduire la pénibilité de la corvée d'eau des populations villageoises. Le ministre ivoirien s'est assuré du bon fonctionnement des premières pompes hybrides solaires et de la satisfaction des populations en vue d'une potentielle vulgarisation du projet sur le territoire national.

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée équatoriale : annonce des attributions de licences minières et de blocs d'hydrocarbures**

Sept licences ont été attribuées à l'Américain Blue Magnolia Investments LLC, notamment pour le cuivre, le platine, l'or, l'uranium, la bauxite et le plomb ; quatre blocs au Canadien Eco Oro Minerals Corp. pour l'argent, le cuivre, le zinc, le plomb et le nickel ; deux blocs au Britannique Akoga Resources pour l'exploration du platine et enfin un bloc chacun aux américains Manhattan Mining Investment et Shefa Minerals pour la recherche et l'éventuelle exploitation d'or.

Les licences d'hydrocarbures ont quant à elles été attribuées principalement à des entreprises anglo-saxonnes, Noble Energy, Vaalco, Africa Oil ainsi que des entreprises africaines, Waltersmith et Levene Energy. Par ailleurs, le plus prolifique des blocs gaziers du pays, l'EG-27 (bloc R), a été attribué à la société russe Lukoil.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Côte d'Ivoire : promesses d'investissements à hauteur de 5,8 Mds EUR pour le tourisme**

À l'occasion d'une table ronde organisée à Hambourg par le ministre du Tourisme ivoirien, 3 808 Mds FCFA (5,8 Mds EUR) de promesses d'investissements touristiques ont été annoncées. Cela fait suite au montant de 2 500 Mds FCFA (3,8 Mds EUR) de promesses d'investissements touristiques déjà annoncé au mois d'octobre à l'issu d'une table ronde à Dubaï. Cette levée s'inscrit dans le cadre du programme « Sublime Côte d'Ivoire », initialement estimé à 3 200 Mds FCFA (4,9 Mds EUR), qui ambitionne de porter la contribution du tourisme au PIB de 6,25% en 2018 à environ 8% en 2025. Le programme prévoit notamment la construction de 40 parcs de loisirs à Abidjan et 31 parcs de loisirs dans les chefs-lieux de région.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ **Ouganda : Publication par le gouvernement des entreprises fraudeuses dans la presse.**

L'*Uganda Revenue Authority (URA)* a publié sur plusieurs plateformes médiatiques une liste de 1 000 entreprises redevables fiscalement et les a exhortées de régler leurs dettes sous 2 semaines avant d'avoir recours à la voie judiciaire. En juin, une « liste de la honte » regroupant les contribuables – entreprises, associations, particuliers – redevables fiscalement avait déjà été diffusée. Ces listes publiques s'inscrivent dans la stratégie poursuivie par le gouvernement pour accroître les recettes fiscales. L'URA cherche désormais à taxer les entreprises du secteur digital, citant *Jumia*, les GAFAs ou encore les sites d'achats en ligne. Le gouvernement poursuit un objectif d'accroissement des ressources domestiques ambitieux (+0,5 pt de PIB par an sur 5 ans) qu'il aurait atteint cette année (15,5 % en 2019, après 14,8 % en 2018).

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : l'Etat prolonge le délai de dépôt des offres pour la privatisation de la BTCI et de l'UTB**

Initialement fixée au 22 novembre 2019, la date limite de dépôt des offres de préqualification pour la privatisation de la BTCI et de l'UTB a été reportée au 6 décembre 2019 à 10h TU. La privatisation de ces deux banques fait partie d'une stratégie de désengagement du gouvernement vis-à-vis du secteur bancaire, soutenue notamment par le FMI.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : lancement d'une initiative de sensibilisation et de recyclage des déchets électroniques par MTN, Electronic Wastes Africa (EWA) et Leader Initiative Board (LIB)**

Dans le cadre de sa politique « RSE » (responsabilité sociale des entreprises), l'opérateur téléphonique sud-africain MTN CI a lancé en partenariat avec l'entreprise Electronic Wastes Africa (EWA) et l'association universitaire Leader Initiative Board (LIB) le projet « U-Ewaste ». Le programme pilote qui se déroulera à l'Université Félix Houphouët-Boigny prévoit une plateforme de sensibilisation et la collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E).

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Guinea Alumina Corporation (GAC) signe un accord de fourniture de bauxite à la société chinoise XINFA**

Emirates Global Alumina (EGEA), maison mère de la filiale guinéenne Global Alumina Corporation, a signé un accord avec la société chinoise XINFA portant sur la fourniture de bauxite pour les cinq prochaines années. Le premier navire devrait charger en janvier 2020. A noter que la première exportation de bauxite de GAC a démarré au mois d'août 2019. GAC produira 12 millions de tonnes de bauxite à moyen terme.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : levée de fonds de Heetch pour financer sa stratégie africaine**

La jeune pousse française du VTC ambitionne de devenir le leader du marché africain des véhicules de transport avec chauffeur. Pour atteindre cet objectif, le groupe a récemment réussi une levée de fonds de 4 M EUR auprès du fonds d'investissement AfricInvest, basé à Tunis. La Côte d'Ivoire fait figure de cible prioritaire pour la société, en dépit d'une interdiction des moto-taxis adopté par les autorités ivoiriennes en mai dernier, support envisagé initialement. Heetch a annoncé vouloir redéfinir sa stratégie ivoirienne avec un partenaire local. Le Cameroun, la Tunisie et le Sénégal sont également considérés comme des marchés ciblés.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Cameroun : Eric Mansuy nommé Directeur Général d'Energy of Cameroon (Eneo)

Eric Mansuy de nationalité Française a été nommé directeur général de la compagnie d'électricité au Cameroun Eneo au terme d'un conseil d'administration. Précédemment Directeur général adjoint de la compagnie, il remplace Joel Nana Kontchou au poste de directeur général. Il reprend ainsi les rênes d'une entreprise qui connaît quelques difficultés financières.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée équatoriale : Organisation du forum des pays exportateurs de Gaz

Le 5ème Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) s'est réuni du 26 au 29 novembre 2019 à Malabo, en Guinée équatoriale. Pendant le sommet ont été évoqués, les principaux développements qui façonneront le secteur du gaz naturel en Afrique, avec un focus sur la contribution des marchés africains à l'économie gazière mondiale.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtrésor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtrésor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

